

Bataclan : Hollande a interdit qu'on parle des cadavres mutilés

écrit par Riposte laïque | 30 mai 2019



Nous avons reçu à notre maison d'édition un livre qui a attiré notre attention. Raison de plus pour entrer en contact avec son auteur, Daniel Desurvire, et d'entamer ce dialogue avec lui.



Riposte Laïque : Vous venez de publier un livre intitulé « La conquête de l'Occident ». Avant que nous abordions cet ouvrage, pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Daniel Desurvire : Juriste de formation (docteur en droit, thèse sur la concentration d'entreprise publiée en France, soutenue à Mendoza en Argentine – 1986), puis chef d'entreprise dans le domaine de la restauration en bouche pour le compte de différentes administrations, je suis revenu à mes anciennes amours à différents titres de consultant, journaliste et collaborateur pigiste pour la presse juridique et judiciaire. Je suis auteur d'une vingtaine de livres (100 % à compte d'éditeur) principalement en France et quelques centaines d'études et d'articles dans la presse papier et en

ligne plus récemment.

Riposte Laïque : Pourquoi avoir écrit ce livre, et quel message avez-vous voulu faire passer ?

Daniel Desurvire : Ce dernier ouvrage repose sur la volonté d'exprimer la vérité sur les événements de société, mais aussi dans les domaines économiques, sociaux et politiques. J'insiste fortement au registre de la religion où l'islam se comporte aujourd'hui comme la chrétienté au Moyen Âge durant les guerres de croisades, l'Inquisition, dont les chasses aux sorcières. Les atrocités commises au nom d'un dieu sont malheureusement mystifiées par la social-démocratie qui gouverne la France depuis plusieurs mandatures présidentielles. Le procédé consiste à dissocier le bon musulman du méchant islamiste, puis à diaboliser celui qui aurait l'audace de dénoncer les crimes de l'islam. Par exemple, évoquer les intolérances manifestes de ce culte revient à commettre un acte de racisme. De telle sorte que certains sujets sont devenus tabous comme le Coran parfois comparé à Mein Kampf, tant ce livre de culte enferme des propos abominables, des idéations pourtant prohibées par les lois de la République.

Riposte Laïque : Nous avons particulièrement été interpellés par le chapitre III, sur le massacre du Bataclan. Vous accédez l'idée d'un mensonge d'État, en affirmant que le gouvernement a délibérément voulu cacher aux Français les atrocités commises contre certaines victimes du Bataclan. Êtes-vous vraiment certain de ce que vous avancez ?

Daniel Desurvire : Je travaille les informations par triangulation. De sorte que je vais toujours chercher à plusieurs sources, même à différents endroits de la planète. L'essence d'une vérité ne peut ainsi avoir été manipulée par

effet partisan ou avoir fait l'objet d'une censure déguisée pour masquer une réalité embarrassante pour le pouvoir en place. Déontologie oblige ! Les *fake news* (fausses informations) sont la plaie de notre système numérique où il est trop facile de manipuler les foules et les amener à une sorte de pensée unique pour l'exécutif, ou à la rébellion pour les agitateurs insurrectionnels. Petite remarque, les lois sur les fausses nouvelles auxquelles un chapitre du livre a été consacré, ne visent qu'à protéger les élus, jamais le peuple.

Riposte Laïque : Selon vous, pourquoi ce gouvernement, et François Hollande, auraient-il cherché à cacher aux Français cette horrible vérité ?

Daniel Desurvire : Le Président en fonction au moment des faits se trouvait déjà être la proie d'un attentat déjoué au Stade de France. Trois attentats islamiques ayant été concentrés simultanément sur la capitale, il est difficile de croire que le chef des armées, donc lui-même et cible de l'un deux, ait attendu plus ou moins deux heures avant d'avoir été informé, donc de réagir. Quant à la question pourquoi, il est probable qu'il s'agisse d'une incompétence caractérisée de sa part ; une explication s'impose, laquelle ne saurait le dédouaner quoique la moins pire. J'ai principalement subodoré ce cas de figure, comme celui de vouloir chercher à blanchir l'islam dans cette affaire nationale, où il était, selon le locataire de l'Élysée, crucial de prendre du recul, donc du temps, pour démêler les responsabilités derrière cet attentat, si possible ne pas impliquer le monde musulman au nom des slogans apprêtés « pas d'amalgame », du « vivre-ensemble » ou du « calmer-le-jeu ». Vraisemblablement ce carnage n'aurait jamais atteint le nombre record – en France et à un seul endroit – de 90 morts si ce « recul » n'avait pas été imposé au plus haut niveau de l'ordre exécutif.

Riposte Laïque : Vous accusez également les médias, et notamment « Le Monde », d'avoir cherché à discréditer les rumeurs sur ces faits...

Daniel Desurvire : *Le Monde* fait partie des journaux d'information serviles. Là encore, je rappelle un chapitre de mon livre traitant des violences économiques de Bercy. Le processus est simple, je l'ai baptisé : « berlusconisme fiscal ». Le *cash-flow* d'une bonne entreprise française durable se situe entre 2 à 3 % du CA, hors des start-up dont la durée de vie est majoritairement limitée. La fiscalité et la parafiscalité se montent à deux chiffres (IS, CSG, TVA non récupérable, etc.). À ces prélèvements exorbitants il faut retrancher les privilèges d'allègements, d'exonérations, de droit hertzien, de distribution etc.). Matignon peut donc tirer les ficelles, tel un marionnettiste sur un simple coup de téléphone au directeur de rédaction, en interdisant la publication de l'œuvre d'un journaliste, d'un auteur ou d'un intellectuel jugé maudit par la République (indésirable, dissident...). En cas de résistance, il n'est pas besoin de jugement devant une juridiction judiciaire pour retirer tout ou partie de ces privilèges à l'édition devenue indésirable, à la façon d'une subvention accordée, refusée ou confisquée par un maire à une association. Ce nombre à deux chiffres, privé de ses privilèges, condamne irrémédiablement l'entreprise à une liquidation judiciaire dans l'année courante, sans que l'État se risque à un procès qui pourrait avantager l'auteur indésirable, voire lui conférer une publicité providentielle.

Riposte Laïque : Vous affirmez également que le fait qu'il se doit déroulé deux heures, entre les premiers tirs et l'assaut, est un véritable scandale, qui n'a pu se produire qu'avec la complicité des plus hautes autorités de l'État...

Daniel Desurvire : Dans l'intervalle de cette tragédie contemporaine, que ce soit le gouverneur militaire de la

capitale, le préfet de Paris et le chef de la police, tous étaient au courant du massacre qui avait lieu dans les murs du Bataclan. Comment donc le chef d'État n'aurait-il pas été au courant ? Seul l'ordre pour un assaut manquait aux forces de sécurité stationnées sur place. Certes, la dispersion des cars de CRS dont une grande partie étaient concentrée au Stade de France, manquait à l'appel, mais le commissariat sur place n'avait pas bougé ou avait reçu l'ordre de se tenir tranquille. Face à 3 terroristes, mais il en fut au moins 4 voire 5 à l'intérieur du théâtre – un guetteur fut abattu à l'extérieur – car la différence manque à l'appel selon les témoins survivants (dont une femme), le compte des forces de l'ordre en face y était... et suffisamment bien armés ! Ici, l'absurdité est à son comble, ou s'agit-il d'une complicité entre les grands décideurs de la République, dont le chef d'État, pour ne pas accepter une évidence à connotation musulmane insupportable.

Riposte Laïque : Comment expliquez-vous que ces faits soient toujours aussi peu connus, et que personne, sur un plateau de télévision, ne révèle cela aux Français, même le rapporteur parlementaire, Georges Fenech ?

Daniel Desurvire : L'affaire fut portée devant les tribunaux et nombre des recours fut déclaré non-recevable. Cependant, une association de parents de victimes assisté d'un cabinet d'avocats cité dans l'ouvrage, laisse présager que l'affaire finira bien par être rendue publique, même si l'audience se déroulera à huis clos et que l'instruction s'éternisera jusqu'à l'extinction de la mémoire collective. Pour le moment, nous sommes en face d'une sorte de secret défense non classée donc non déclassable, c'est pire ! Quant à Georges Fenech (Juge TGI)*, son rapport est honnête, mais il aura néanmoins servi le système en participant de l'omerta élyséenne, le boycott de l'information. On remarquera au passage, que certains, les juges du siège* autour de cette affaire, furent

mutés. *Quid* de la Constitution et de la prétendue inamovibilité des magistrats du siège !

Riposte Laïque : Vous donnez, d'autre part, des chiffres étonnants, expliquant qu'on vole 450 milliards aux Français, tous les ans. Vous pouvez nous en dire davantage, sans trop dévoiler votre livre ?

Daniel Desurvire : Trois principaux postes de dépenses, dont un manque à gagner grèvent le budget de la France... ou plutôt le tiroir-caisse des contribuables et des cotisants sociaux. En premier lieu, il s'agit du train de vie de l'État, de très loin supérieur à celui de ses voisins, dont l'Allemagne nonobstant une démographie de plus ou moins 20 % supérieure à celle de la France. Ensuite vient le coût global de l'immigration dont le montant astronomique mériterait qu'il en soit dégagé un ministère pour la transparence. Enfin les sociétés *offshore* qui volent les recettes fiscales et sociales en passant au-dessus de Bercy sans laisser de trace. Là encore, le montant est faramineux. Mais comme la cupidité, les concussions et la corruption profitent à de nombreux élus de par le monde, des îles Caïmans à Oman, ces pratiques ont de beaux jours depuis une petite centaine de paradis fiscaux sur la planète. Le processus est simple. Les gros revenus sont versés par la société offshore du débiteur à la société offshore du créancier. Le secret des comptes numérotés protège ce système maffieux, et Bercy ne voit rien passer. Il suffirait d'un blocus électronique pour que cesse cette magouille de dimension internationale dont le chiffre d'affaire dépasse le PIB annuel des USA et du Japon réunis. Mais qui osera ou aurait le pouvoir en France de s'interposer à cette vaste conjuration mondiale qui profite à l'élite des énarques français et de ses homologues en keffieh des pétromonarchies du Golfe ? Ceux-là qui arrosent de bakchichs leurs commanditaires en col blancs, achètent des rafales, de l'armement lourd, des satellites espions déguisés en météo, de

la haute technologie etc. En exerçant un chantage dogmatique sur les États de l'UE, l'échange consiste à engranger autant que peut se faire de coreligionnaires réfugiés sur le vieux continent (lesdits visa humanitaires), à dessein d'islamiser l'Europe.

Riposte Laïque : Comment peut-on commander votre livre ?

Daniel Desurvire : Compte tenu que je suis le 15^e sur 300 des *auteurs maudits de la République* (Voir la référence sur ce livre en note de lecture), je n'ai plus accès aux éditeurs institutionnels qui plaident ne plus pouvoir m'éditer pour des raisons... obscures ! De sorte que les articles en ligne et mes ouvrages passent par l'étranger pour revenir en France à la faveur de conventions internationales qui interdisent à l'État français de censurer les écrits numérisés publiés sur le Net. Cet ouvrage, comme le suivant, sont donc publié sur Amazon, via mon éditeur français « L'Observatoire du mensonge ». Très facile à obtenir.

Propos recueillis par Pierre Cassen

<https://ripostelaique.com/bataclan-hollande-fautif-et-il-a-interdit-quon-parle-des-cadavres-mutiles.html>